

POUR LA RECONQUÊTE DU BACCALURÉAT, DIPLÔME NATIONAL ET ANONYME : **ABANDON DU CONTRÔLE CONTINU ET DU PLE**

Les attaques contre le baccalauréat via la réforme du lycée et Parcoursup concentrent l'offensive ministérielle contre l'enseignement public. C'est pourquoi le CSN du SNFOLC considère que la reconquête du baccalauréat national est un élément essentiel du combat syndical qui concerne tous les enseignants, et au-delà toute la population. La casse du diplôme, clef de voute de l'Education nationale, prolonge la réforme du collège dont nous continuons à demander l'abrogation. Refuser la réforme du lycée et du baccalauréat, c'est refuser la réforme du collège.

Le CSN du SNFOLC constate que malgré l'acharnement du ministre Blanquer à vouloir détruire le baccalauréat, les personnels revendiquent le rétablissement de son caractère national avec des épreuves disciplinaires terminales, ponctuelles, nationales et anonymes.

Le CSN du SNFOLC rappelle qu'en 2019 après avoir tenté d'imposer les E3C, y compris par le recours à la force, le ministre Blanquer s'est heurté à la résistance des personnels et des élèves opposés aux épreuves locales et à la redéfinition du baccalauréat lycée par lycée. Le ministre a alors profité de la crise sanitaire pour étendre le contrôle continu et tente maintenant d'imposer le projet local d'évaluation (PLE) qui définirait lycée par lycée les modalités d'évaluation du contrôle continu. Il tente de rendre les enseignants responsables des inégalités qu'il a créées par sa réforme du baccalauréat et leur demande de restreindre eux-mêmes leur liberté pédagogique et de s'exposer à de multiples motifs de contestation de la part des élèves et des familles.

La dématérialisation des copies d'examen constitue une grave menace pour la santé des correcteurs. Elle est un instrument de contrôle inacceptable qui favorise une inégalité de traitement dans la répartition des copies et dans les délais de correction.

Le CSN du SNFOLC constate que dans la continuité de la mobilisation contre les E3C, les enseignants des lycées résistent. Ils se réunissent nombreux en heure d'information syndicale et en assemblée générale pour prendre position contre le PLE, pour le retour du baccalauréat comme examen national dès 2022, avec des épreuves nationales disciplinaires, terminales et anonymes et donc pour l'abrogation de la réforme Blanquer du baccalauréat. Assemblées générales, prises de position dans les établissements, le plus souvent intersyndicales, prises de position intersyndicales départementales (92, 75), rassemblements (comme à Nantes, Tours et Lyon), pétitions (Nice), adresses aux personnels (comme dans le 43), conférences de presse, audiences au rectorat, vœux intersyndicaux en CTA (Versailles, Rouen, Amiens, Clermont-Ferrand...), etc.

Le CSN du SNFOLC invite à faire connaître le plus largement possible la déclaration du syndicat SIA-IPR condamnant le PLE

et la menace qu'il constitue contre l'enseignement disciplinaire, les programmes nationaux et la valeur du diplôme. C'est un point d'appui pour étendre la mobilisation. Ce que les personnels veulent, c'est l'abandon total du PLE et le rétablissement des épreuves terminales, nationales et anonymes du baccalauréat. Malgré les obstacles divers, ils cherchent à étendre les prises de position à partir d'un ou plusieurs lycées à l'ensemble des établissements. Le CSN du SNFOLC considère que les personnels ont raison. Le SNFOLC soutient toutes les initiatives des personnels qui combattent cette attaque contre les diplômes nationaux.

Face à cette attaque majeure, le SNFOLC et la FNEC FP-FO se sont adressés aux organisations syndicales du second degré pour dire NON au baccalauréat Blanquer et OUI au rétablissement du baccalauréat avec ses épreuves terminales, nationales et anonymes. Dans le même sens pour aider à la mobilisation, la FNEC FP-FO a proposé un vœu commun aux organisations siégeant au CSE, le 8 juillet et le 9 novembre. Seules la CFDT et l'UNSA l'ont refusé.

Le CSN du SNFOLC appelle les personnels à se réunir avec leurs organisations syndicales pour exiger :

- ▶ le rétablissement des épreuves terminales, nationales et anonymes du baccalauréat,
- ▶ l'arrêt du dispositif Santorin et de la dématérialisation des copies.
- ▶ le retrait du PLE,
- ▶ l'abrogation de la réforme du lycée (et le rétablissement de toutes les heures d'enseignement supprimées),
- ▶ l'abandon de Parcoursup qui organise le tri des élèves, et le rétablissement du droit pour tout bachelier à intégrer l'université de son choix dans la filière de son choix,
- ▶ la création des places nécessaires dans l'enseignement supérieur.

Le CSN du SNFOLC décide d'engager une campagne nationale de réunions, d'HIS, d'AG, de multiplier les prises de position, dans l'unité intersyndicale quand c'est possible, dans les collèges et les lycées, en défense du baccalauréat premier grade universitaire, pour le rétablissement des épreuves terminales, nationales, disciplinaires et anonymes dès juin 2022. C'est pourquoi, le SNFOLC et la FNEC FP-FO, considèrent qu'il faut tout mettre en œuvre dans l'unité la plus large, avec les UD, les fédérations de parents d'élèves, pour construire dès maintenant la mobilisation et le rapport de force.

Ils décident de préparer une conférence nationale début 2022 pour rassembler et faire un point d'étape, afin de préparer une initiative nationale en direction du ministre, y compris par la grève.